

## **La mondialisation : une brève vue d'ensemble.**

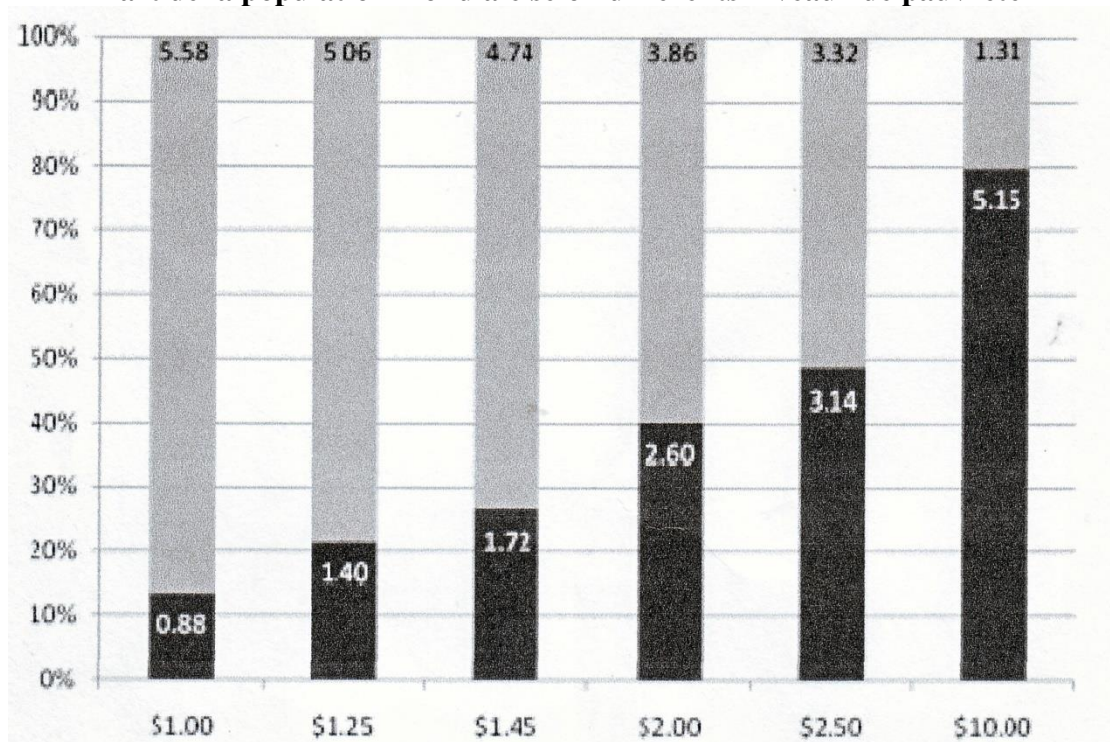
Tous les pays du monde<sup>i</sup>, quel que soit leur niveau de développement, cherchent à réaliser simultanément la stabilité financière, la croissance économique et l'amélioration du niveau de vie de leurs populations. De nombreuses trajectoires peuvent être suivies pour atteindre ces objectifs et le chemin suivi par chaque pays diffère selon les caractéristiques spécifiques de son économie et de son système politique. Les facteurs qui ont contribué au taux de croissance élevé de la Chine au cours des deux dernières décennies sont très différents de ceux qui ont contribué à une croissance forte dans des pays aussi dissemblables que la Malaisie et Malte.

En s'appuyant sur un ensemble d'études internationales, il est toutefois possible de mettre en évidence plusieurs principes fondamentaux qui semblent contribuer à une plus grande prospérité. On retrouve de façon générale les investissements – en particulier les investissements directs –, la diffusion de la technologie, la solidité des institutions, des politiques macroéconomiques équilibrées, une population active qualifiée et l'existence d'une économie de marché. De plus, un dénominateur commun qui semble relier pratiquement tous les pays à forte croissance, est leur participation et leur intégration à l'économie mondiale

Il est prouvé de façon convaincante, valant pour des pays de taille différente et de régions du monde différentes que lorsque les pays « se mondialisent », leurs habitants en bénéficient que ce soit par l'accès à une plus grande palette de biens et de services, par des prix plus bas, par plus d'emplois et des emplois mieux payés, par une amélioration des conditions sanitaires et par des niveaux de vie globalement plus élevés. Ce n'est probablement pas une coïncidence si, au cours des vingt dernières années, une période caractérisée par la plus grande ouverture de nombreux pays à la dynamique de l'économie mondiale, le pourcentage des habitants des pays en développement vivant dans la pauvreté extrême – c'est-à-dire moins de un dollar par jour – a été réduit de moitié.

Même si beaucoup de progrès ont été réalisés en liaison avec la mondialisation, il reste encore plus à faire. Les disparités régionales subsistent car si la pauvreté a fortement baissé en Asie de l'Est et du Sud, elle a en fait progressé en Afrique sub-saharienne. Le rapport sur le développement humain des Nations unies note qu'il y a encore près de 900 millions de personnes qui survivent avec moins de un dollar par jour, tandis que deux milliards six cent millions d'habitants vivent avec moins de deux dollars par jour. Les partisans de la mondialisation soutiennent que cette situation n'est pas due à l'excès de mondialisation, mais bien au contraire à son caractère encore parcellaire. C'est l'éventuel arrêt, voire le recul de la mondialisation, qui constitue la plus grande menace pour la poursuite de l'amélioration des niveaux de vie dans le monde. Ce sont les habitants des pays en développement qui ont le plus grand besoin de ce mouvement de mondialisation qui met à leur portée toutes les opportunités liées au fait d'appartenir à l'économie mondiale.

### Part de la population mondiale selon différents niveaux de pauvreté



#### Seuils de pauvreté en dollars américains par jour en parité de pouvoir d'achat 2008

Les nombres figurant à l'intérieur des colonnes représentent la population mondiale, en milliards d'habitants, vivant en dessous de ce seuil de pauvreté.

Exemple : la première colonne indique que 0,88 milliard de personnes vivent avec moins de \$1 par jour.

Source: World Bank Development Report 2008

Ces opportunités ne vont pas sans présenter des risques, comme par exemple ceux créés par des mouvements de capitaux volatils. Mais les pays émergents, suivant les conseils prodigués par les institutions internationales telles le Fonds monétaire international, ont réussi à réduire ces risques et à traverser la crise financière internationale de 2007-2009 sans mettre en péril leur stabilité macroéconomique.

Les risques évoqués ne doivent pas être une raison pour changer de direction, mais au contraire pour inciter tous les acteurs – dans les pays en développement et dans les pays développés, qu'ils soient investisseurs ou receveurs de capitaux - à adopter des réformes visant à renforcer les économies nationales et le système financier international de manière à garantir une croissance plus rapide et une réduction de la pauvreté.

La rapide vue d'ensemble qui suit guide meilleure compréhension des nombreuses questions liées à la mondialisation.

#### Qu'est-ce que la mondialisation ?

La « mondialisation », dans son sens économique, est un processus historique résultant de l'innovation et du progrès technique. Cette évolution fait référence à l'intégration croissante des économies, en particulier grâce à la circulation transfrontière des biens, des services et des capitaux. Le terme fait parfois référence à la mobilité des personnes (le facteur travail) et des

connaissances (la technologie). Il y a également des interprétations plus larges, à la fois culturelles, politiques et environnementales de la mondialisation.

Le terme « mondialisation » commence à être utilisé plus fréquemment dans les années 1980, ce qui reflète avant tout les progrès technologiques qui permettent de réaliser plus facilement des transactions internationales, qu'elles soient commerciales ou financières. Le processus est donc en fait l'extension au-delà des frontières nationales des mêmes forces du marché qui ont agi depuis des siècles aux différents niveaux des activités humaines, depuis les marchés villageois, les industries urbaines jusqu'aux centres financiers.

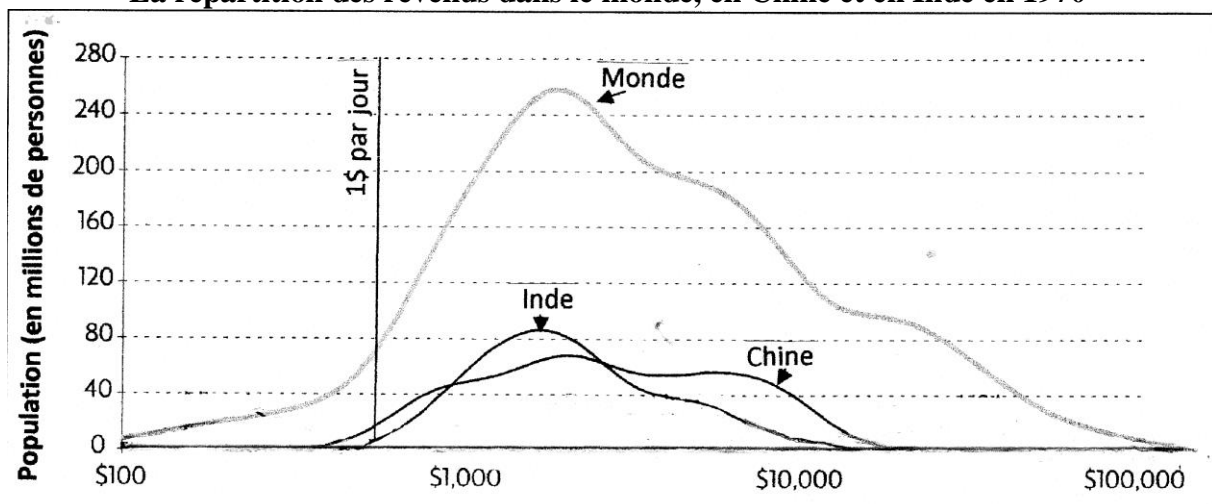
Il existe de nombreux indicateurs qui illustrent la vitesse avec laquelle les biens, le capital et les personnes se sont « mondialisés ».

- La valeur du commerce en biens et services en pourcentage du PIB mondial est passée de 42,1% en 1980 à 58% en 2010, après avoir atteint 62,1% en 2007 avant la crise financière.
- Les investissements directs étrangers sont passés de 6,5% du PIB mondial en 1980 à 31,8% en 2010, après avoir atteint 31,8% avant la crise financière.
- Le nombre de travailleurs étrangers a augmenté de 78 millions (2,4% de la population mondiale) en 1965 à 221 millions en 2010 (3% de la population mondiale).

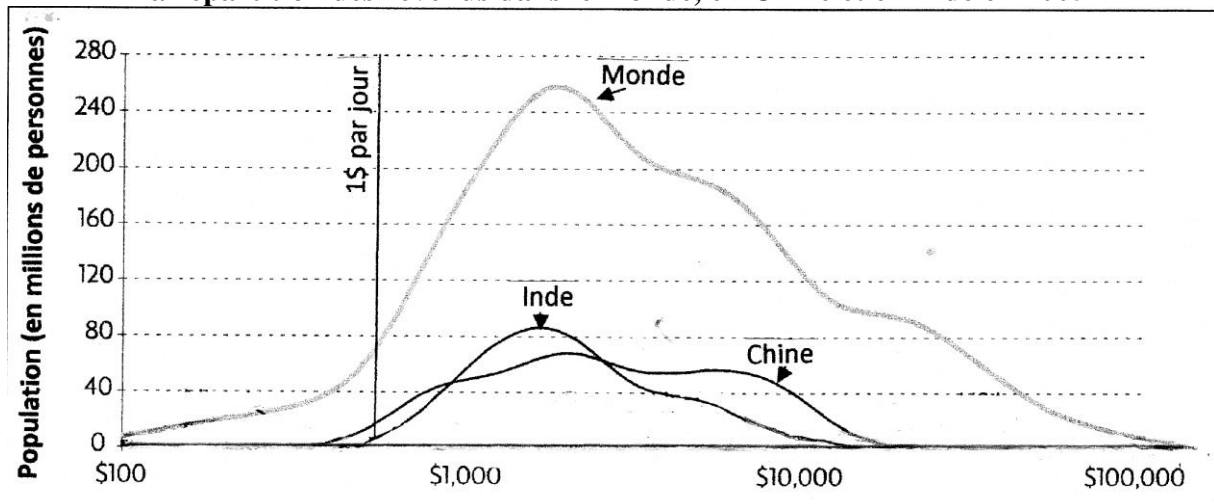
La croissance des marchés mondiaux a aidé à promouvoir l'efficacité grâce à la concurrence et la division du travail, la spécialisation qui permet aux individus et aux économies de se concentrer sur ce qu'ils savent faire le mieux.

Comme l'écrivait Adam Smith dès 1776 dans son ouvrage majeur intitulé en version originale *Une enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations*, «La division du travail, par laquelle chaque individu se consacre à une branche particulière d'activité, explique à elle seule l'opulence qui se réalise dans les sociétés civilisées et qui, en dépit des inégalités de richesse, s'étend jusqu'aux membres les plus modestes de la communauté. »<sup>ii</sup>

**La répartition des revenus dans le monde, en Chine et en Inde en 1970**



## La répartition des revenus dans le monde, en Chine et en Inde en 2005



Source : Xavier Sala-i-Martin, *The World Distribution of Income : Falling Poverty and convergence*, *Quarterly Journal of Economics*, May 2006.

La mondialisation permet de tirer parti de marchés plus vastes et plus diversifiés, donc d'avoir accès à plus de capital, à plus de technologie, à des importations moins coûteuses et à des marchés d'exportation plus étendus. Mais les marchés ne garantissent pas nécessairement que les avantages engendrés par l'accroissement de l'efficacité sont partagés par tous. Les pays doivent se préparer à adopter les réformes nécessaires à « l'extension de l'opulence », et dans le cas des pays les plus pauvres, ils doivent pouvoir compter sur le soutien de la communauté internationale et ses institutions spécialisées, comme la Banque mondiale qui, en 2011, a consacré 46,9 milliards de dollars à 303 nouveaux projets dans des pays en développement dans le but d'aider ces pays à réduire la pauvreté. La Banque mondiale participe actuellement à plus de 1800 projets dans pratiquement tous les secteurs et tous les pays en développement. Les projets vont de la fourniture de microcrédits en Bosnie-Herzégovine, à la prévention du Sida en Guinée, aux efforts de scolarisation des filles au Bangladesh, à l'amélioration de la distribution des soins médicaux au Mexique et à participer à la reconstruction du Timor-Leste après son indépendance et à celle de Gujarat en Inde après un terrible tremblement de terre.

L'impact de la mondialisation s'étend bien évidemment aux choix quotidiens de la vie, que ce soit les aspects personnels, économiques et politiques. L'accès plus facile à des technologies modernes peut, par exemple, faire la différence, dans le domaine de la santé, entre la vie et la mort. Dans le domaine des communications, il facilite le commerce, l'éducation et permet d'accéder à des médias indépendants.

La mondialisation peut également permettre de créer un cadre permettant la coopération internationale sur des sujets non économiques qui ont des implications transfrontières, comme les problèmes juridiques, l'environnement et l'immigration. Lors de la première vague de mondialisation qui s'achève en 1914 avec le déclenchement de la Première Guerre mondiale, sont ainsi créées plusieurs organismes internationaux, comme l'Union postale universelle fondée en 1874 pour standardiser les différents systèmes postaux des pays participants, et les

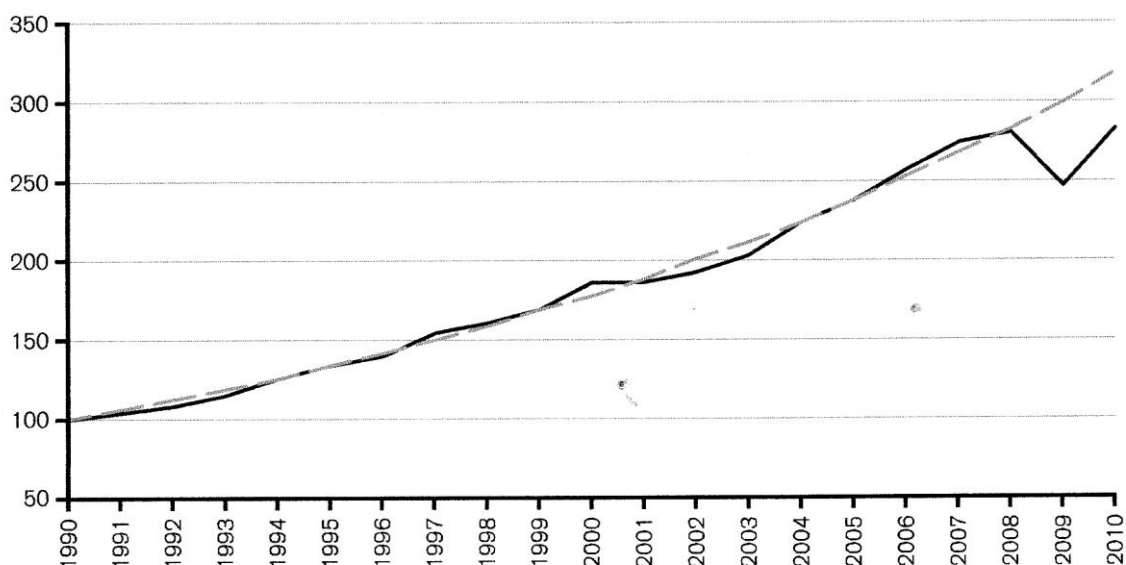
Bureaux internationaux réunis pour la propriété intellectuelle, fondés en 1893 pour administrer la convention de Berne sur la protection des travaux littéraires et artistiques.

Ce qui est peut-être plus important encore, c'est que la mondialisation entraîne la diffusion et le partage de l'information et de la connaissance. Les innovateurs peuvent s'inspirer des idées qui ont été appliquées avec succès dans un endroit et les adapter pour qu'elles correspondent à leurs propres besoins locaux. Le même mécanisme de diffusion et de partage permet d'éviter les idées qui ont fait la preuve de leur insuccès. Joseph Stiglitz, fréquent critique de la mondialisation, a néanmoins observé que la mondialisation « avait réduit le sentiment d'isolation ressenti dans les pays en développement et qu'elle avait donné à de nombreux habitants de ces pays un accès à la connaissance bien supérieur à ce que pouvaient obtenir il y a un siècle les plus fortunés de n'importe quel pays. »<sup>iii</sup>

### **Le commerce international et la mondialisation**

Un élément fondamental de la mondialisation est l'expansion du commerce mondial grâce à la réduction ou à l'élimination des barrières commerciales, en premier lieu les tarifs douaniers. Des importations accrues offrent aux consommateurs une palette plus large de produits à meilleur prix tout en incitant fortement les entreprises nationales à rester compétitives, tandis que les exportations, qui sont souvent un moteur de la croissance dans les pays en développement, stimulent les créations d'emplois. Plus généralement, le commerce international accroît la compétitivité d'un pays en obligeant les acteurs économiques à s'orienter vers les domaines où ils bénéficient d'un avantage comparatif. Le commerce international encourage la flexibilité et la solidité de l'économie, stimule l'investissement direct étranger ce qui est favorable à l'emploi et aux gains de productivité.

#### **Croissance du commerce mondial 1990-2010 (base 100= 1990)**



Le protectionnisme, c'est-à-dire toutes les restrictions qui sont appliquées au commerce international, engendre des conséquences négatives pour les pays qui appliquent de telles

politiques. Les tarifs douaniers augmentent les prix des produits importés et pénalisent les consommateurs, tout particulièrement les plus pauvres. Le protectionnisme tend également à favoriser des groupes restreints, bien organisés et politiquement puissants au détriment de ceux dont les intérêts peuvent être plus diffus, par exemple les consommateurs. Le protectionnisme réduit également la diversité des biens disponibles et il engendre des inefficacités en limitant la concurrence et en encourageant les ressources à se diriger dans les secteurs protégés. Comme l'expliquait Adam Smith, « Aucune réglementation du commerce ne peut accroître l'activité économique au-delà de ce que son capital peut maintenir. Elle peut seulement l'orienter dans une direction qu'elle n'aurait peut-être pas prise ; et il n'est pas du tout certain que cette orientation artificielle soit plus avantageuse pour la société que celle qu'elle aurait prise volontairement. »

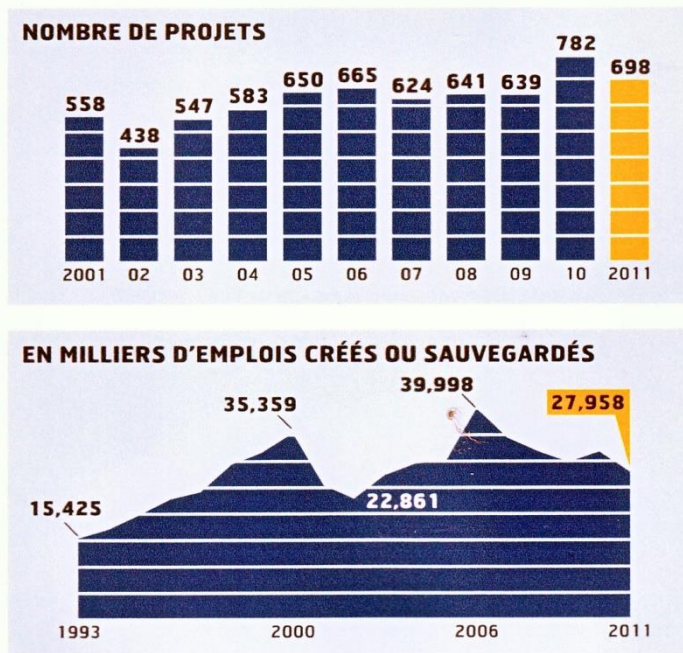
Les pays en développement peuvent évidemment bénéficier d'un accroissement du commerce international. « Dans chacun des cas où un pays pauvre a significativement réussi à réduire sa pauvreté, ce résultat a été atteint par le développement de la production destinée aux marchés d'exportation et simultanément par l'ouverture aux flux entrants de produits, de technologies et d'investissements étrangers ». La tendance est claire depuis la fin des années 1980, lorsque de nombreux pays en développement, suite aux résultats désastreux des politiques protectionnistes, ont commencé à démanteler les obstacles au commerce international qu'ils avaient édifîés. Dans les années 1990, de nombreux pays de l'Europe de l'Est ont commencé à s'intégrer dans le système commercial international, tandis que les pays en développement d'Asie, qui étaient jusque là une des régions du monde les plus fermées au commerce, ont commencé progressivement à réduire les barrières commerciales. Globalement, même si le tarif douanier moyen appliqué par les pays en développement – environ 15 % - est encore plus élevé que celui – de l'ordre de 3,8% - que pratiquent les pays développés, il a significativement baissé depuis les années 1980.

### **Les conséquences de la globalisation des marchés financiers**

Les marchés financiers internationaux ont connu un accroissement impressionnant au cours des années récentes. Les flux internationaux de capitaux fluctuaient entre 2% et 6% du PIB mondial dans la période qui va de 1980 à 1995, c'est-à-dire en fait moins que les flux correspondants dans la période 1890-1914. Depuis 1995, ils ont quasiment triplé pour atteindre 15% du PIB mondial avant la crise financière de 2008. Ces flux se sont alors très fortement contractés pour reprendre leur croissance à un rythme soutenu depuis 2011.

Les accroissements les plus rapides des flux de capitaux transfrontières ont eu lieu entre économies développées, mais les marchés émergents et les pays en développement sont eux aussi devenus plus intégrés sur le plan financier. A mesure que les pays ont renforcé leurs marchés des capitaux, ils ont attiré plus de capital-investissement, ce qui a contribué au développement d'une classe d'entrepreneurs locaux et à une meilleure affectation du capital dans le pays, et donc à une stimulation de la croissance économique.

## LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN FRANCE



Les entreprises étrangères implantées en France contribuent fortement à l'économie française. Les filiales de groupes étrangers **emploient 13 %** des effectifs salariés en France, **contribuent à hauteur de 19%** au chiffre d'affaires national, **assurent 31%** des exportations françaises, **réalisent 12%** de l'investissement en capital dans l'économie et **20%** des dépenses de R&D. Par ailleurs, les investisseurs étrangers détiennent **42,4% du capital** des entreprises du CAC 40

Il y a toutefois débat parmi les économistes et les responsables des politiques économiques sur l'impact final de la mondialisation financière. Certains voient ce phénomène comme le catalyseur de la croissance économique des pays émergents, et donc de la stabilité à long terme. D'autres estiment que la mondialisation financière introduit une volatilité dangereuse et souvent très coûteuse dans les économies des pays à revenu intermédiaire.

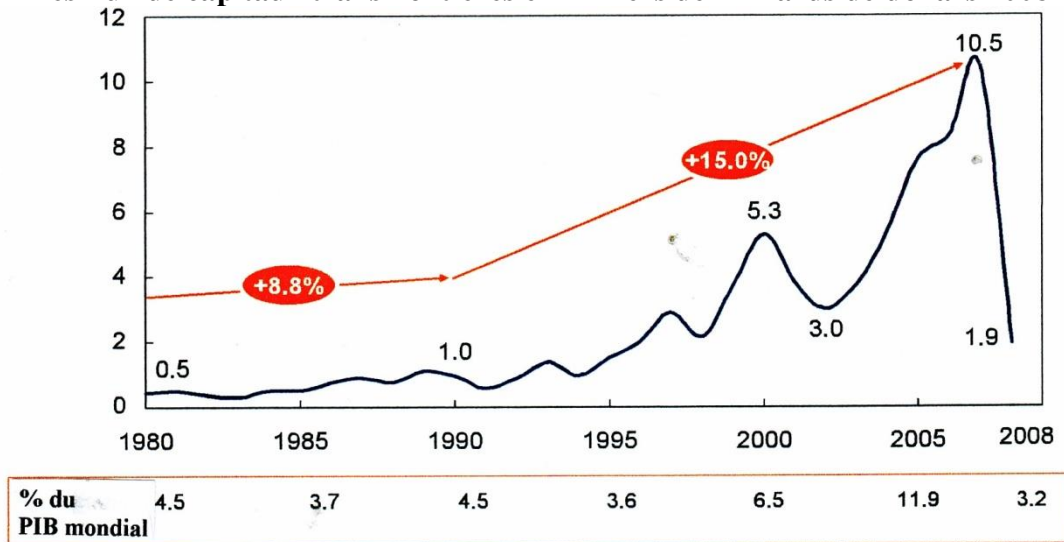
Les études portant sur les trois dernières décennies mettent en évidence deux leçons que doivent méditer les dirigeants des pays concernés.

La première est qu'il faut soigneusement peser les risques et les avantages engendrés par la libéralisation des flux de capitaux. L'intégration financière engendre, dans la majorité des cas, des gains évidents pour les pays développés<sup>iv</sup>. Dans les pays émergents tels que le Brésil, et dans des pays en développement tels que l'Inde, un certain nombre de facteurs sont susceptibles d'influencer les effets de la mondialisation financière sur la volatilité et la croissance économiques. Les pays qui, à l'instar du Brésil des années 2000, disposent de secteurs financiers bien développés, d'institutions solides, et appliquent des politiques macroéconomiques raisonnables dans le cadre d'une ouverture commerciale significative, sont plus à même de profiter de la mondialisation financière et moins enclins à subir les effets



d'une volatilité macroéconomique accrue et ultérieurement les conséquences d'une crise financière. Des marchés financiers développés permettent de réduire l'amplitude des cycles expansion-récession déclenchés par les vagues soudaines et les arrêts tout aussi rapides des flux d'investissements. Des institutions et des politiques macroéconomiques « solides » permettent d'attirer du « bon » capital, c'est-à-dire des investissements de portefeuille (achats d'actions ou d'obligations) et des investissements directs.

**Les flux de capitaux transfrontières en milliers de milliards de dollars 2008**



La deuxième leçon à tirer de ces études rétrospectives est qu'une politique d'ouverture aux flux financiers trop timide, comme celle de l'Inde des années 2000, engendre également des coûts significatifs : moins de commerce international, un coût des investissements plus élevés pour les entreprises, moins d'incitations économiques et des dépenses administratives supplémentaires.

La libéralisation des opérations du compte de capital d'un pays doit donc être réalisée dans le cadre d'un ensemble de réformes plus larges concernant les politiques macroéconomiques, le système financier national et la réglementation prudentielle. Les flux de capitaux à long terme qui n'engendrent pas d'endettement, comme les investissements directs étrangers, doivent être libéralisés avant que le soient les flux à court terme comme les prêts bancaires. Les gouvernements des pays en développement doivent donc soigneusement peser les risques potentiels de l'ouverture financière et les coûts qu'elle implique en matière de surveillance. Néanmoins, si les conditions évoquées précédemment quant aux institutions, aux politiques économiques, et aux marchés financiers, sont réunies, les avantages de la mondialisation financière l'emportent largement sur les risques<sup>v</sup>.

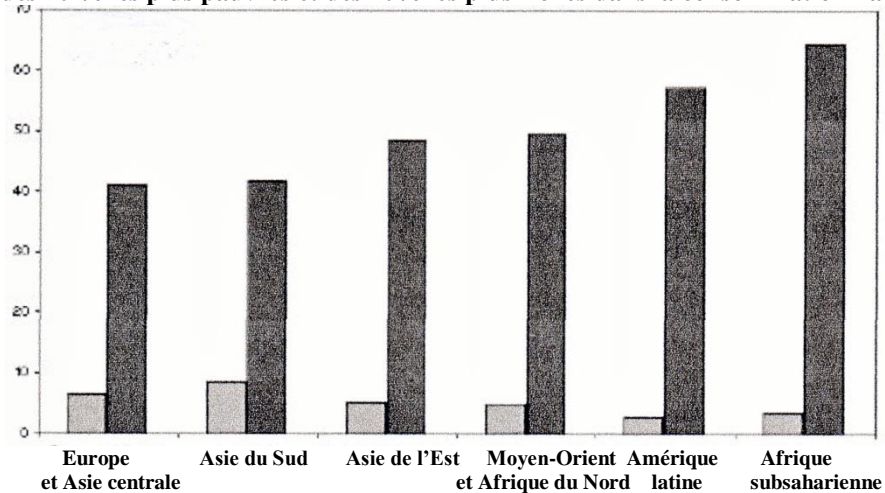
### **La mondialisation, les inégalités de revenu et la pauvreté**

Les pays qui ont adopté la mondialisation ont très généralement bénéficié d'augmentations significatives de leur revenu national, tandis que les pays qui ont rejeté la mondialisation, ou qui l'ont adoptée de façon superficielle, ont reculé. Un phénomène semblable est à l'œuvre à l'intérieur des pays : certains bénéficient plus que d'autres de la mondialisation.



Au cours des deux dernières décennies, l'inégalité des revenus a progressé dans la plupart des régions et des pays. Dans le même temps, les revenus par tête ont augmenté fortement dans pratiquement toutes les régions du monde et cela même pour les catégories les plus pauvres de la population, ce qui indique que les pauvres ont amélioré leur situation au sens absolu, même si les revenus des relativement plus fortunés ont augmenté à un rythme plus rapide. Les données sur la consommation des différents groupes dans les pays en développement révèlent les inégalités flagrantes qui existent entre les plus pauvres et les plus riches.

**Part des 20 % les plus pauvres et des 20% les plus riches dans la consommation nationale**



Il faut toutefois souligner qu'il y a bien des causes explicatives de l'inégalité. Contrairement à la croyance populaire, la mondialisation accrue du commerce s'accompagne d'une diminution de l'inégalité. Par contre la diffusion du progrès technique et l'accroissement de la mondialisation financière – et en particulier des investissements directs – ont beaucoup plus contribué aux augmentations récentes de l'inégalité en augmentant la demande de travail qualifié et les rendements des qualifications dans les pays développés et dans les pays en développement. La conséquence évidente est que si tout le monde profite de l'ouverture, ceux qui sont qualifiés en profitent plus.

Il est donc important de s'assurer que les avantages de la mondialisation soient mieux répartis. Les réformes qui renforcent l'éducation et la formation professionnelle devraient permettre de faire en sorte que la population active dispose des qualifications adaptées à une économie mondiale en évolution. Les réformes qui favorisent l'accès des pauvres au crédit sont également importantes, de même que la poursuite de la libéralisation du commerce qui stimule les exportations agricoles des pays en développement. Il est également souhaitable de mettre en place des programmes de soutien des revenus destinés à amortir, sans le bloquer, le processus de changement économique et de faire en sorte que la couverture santé soit moins dépendante de l'emploi.

Il est également important de ne pas rejeter la mondialisation sous prétexte que son impact immédiat peut apparemment créer du chômage. La disparition de certains emplois peut être la résultante de forces qui n'ont pas grand-chose à voir avec la mondialisation et qui sont

beaucoup plus liées au progrès technique inévitable, sauf pour les luddites briseurs de machines. Le nombre de personnes « perdantes » de la mondialisation est bien inférieur au nombre de personnes qui sont « gagnantes », mais on voit peu souvent des manifestants réclamer « plus de commerce » !



Le discours de ceux qui déplorent l'inégalité revient en fait à soutenir « que ce serait mieux si tout le monde restait pauvre de façon égalitaire plutôt que certains s'enrichissent significativement, même si, à long terme, cela permettait à coup sûr de faire progresser tout le monde ».

En réalité, la mondialisation a contribué à apporter des progrès extraordinaires aux habitants des pays en développement. Une des plus importantes études sur le sujet a été réalisée par les économistes de la Banque mondiale David Dollar et Aart Kray<sup>vi</sup>. Leur conclusion est que depuis 1980 la mondialisation a contribué à une réduction de la pauvreté ainsi qu'à une réduction de l'inégalité des revenus dans le monde. Les auteurs trouvent que le revenu par tête a augmenté trois fois et demie plus vite dans les pays en développement qui « se mondialisent » que dans les pays qui ne « se mondialisent pas ». Ils notent qu'en général, « des taux de croissance plus élevés dans les pays en développement qui « se mondialisent » se sont traduits par des revenus plus élevés pour les pauvres ». Ils montrent également que dans pratiquement tous les cas où un pays réalise un taux de croissance supérieur à 2% ou plus, le revenu des pauvres augmente.

Les critiques de la mondialisation soulignent les quelques endroits dans le monde qui, au cours des trois dernières décennies, n'ont réalisé quasiment aucun progrès et ils présentent ces rares exemples comme des échecs de la mondialisation. Mais, comme le disait Kofi Annan, alors Secrétaire-Général des Nations Unies, « Les grands perdants dans le monde d'aujourd'hui très inégalitaire ne sont pas ceux qui ont été trop exposés à la mondialisation ; ce sont ceux qui ont été laissés à l'écart ». Un sondage international réalisé dans vingt-sept pays par la BBC a trouvé qu'en moyenne 64% des personnes interrogées estiment que « les avantages et les inconvénients des développements économiques de ces dernières années

n'avaient été répartis de manière équitable ». Dans les pays développés, ceux qui partagent cette idée d'injustice sont les plus enclins à dire que « la mondialisation va trop vite ». Dans les pays en développement au contraire, ceux qui perçoivent une telle injustice sont plus enclins à dire que **la mondialisation ne va pas assez vite** ».

Pour continuer à augmenter les niveaux de vie des habitants du monde, il sera de plus en plus important de créer un environnement qui permette à ces pays de tirer le profit maximal de la mondialisation. Cela implique de s'appuyer sur la stabilité macroéconomique, la transparence du gouvernement, un système judiciaire fiable, des infrastructures modernes, une éducation de qualité et une économie libéralisée.

A titre d'exemple des difficultés que rencontre le processus de mondialisation dans certains pays en développement, voici les scores attribués aux 24 premiers pays et aux 24 derniers dans le classement réalisé par *Transparency International* dans son étude sur la corruption dans le monde. Les notes s'échelonnent de 0, corruption maximale, à 10, pas de corruption.

Rang	Pays	Indice de perception de la corruption Score 2011
1	Nouvelle-Zélande	9.4
2	Danemark	9.3
3	Singapour	9.2
3	Suède	9.2
5	Suisse	9.0
6	Finlande	8.9
6	Pays-Bas	8.9
8	Australie	8.7
8	Canada	8.7
8	Islande	8.7
11	Norvège	8.6
12	Hong Kong	8.2
12	Luxembourg	8.2
14	Allemagne	8.0
14	Irlande	8.0
16	Autriche	7.9
17	Japon	7.7
17	Royaume Uni	7.7
19	Etats-Unis	7.5
20	Barbade	7.4
21	Belgique	7.1
22	Qatar	7.0
22	Saint Lucia	7.0
24	France	6.9
154	Yémen	2.1
158	Cambodge	2.0

158	République Centrafricaine	2.0
158	Laos	2.0
158	Tadjikistan	2.0
162	Angola	1.9
162	Congo Brazzaville	1.9
162	République démocratique du Congo	1.9
162	Guinée-Bissau	1.9
162	Kyrgyzstan	1.9
162	Venezuela	1.9
168	Burundi	1.8
168	Guinée équatoriale	1.8
168	Guinée	1.8
168	Haïti	1.8
168	Iran	1.8
168	Turkménistan	1.8
174	Ouzbékistan	1.7
175	Tchad	1.6
176	Irak	1.5
176	Soudan	1.5
178	Myanmar	1.4
179	Afghanistan	1.3
180	Somalie	1.1

---

<sup>i</sup> A l'exception que quelques Etats-voyous ou en déliquescence (*Failed States*)

<sup>ii</sup> Les citations d'Adam Smith figurent dans l'ouvrage de G.M. Henry, *Histoire de la pensée économique*, Armand Colin, 2009.

<sup>iii</sup> Joseph Stiglitz, *Globalization and Its Discontents*, W.W. Norton & Company, 2003, p. 4. Traduction française : *La grande désillusion*. G. Stiglitz a obtenu en 2001 le prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel.

<sup>iv</sup> La crise de la dette souveraine dans la zone euro depuis 2010 est évidemment un contre-exemple.

<sup>v</sup> On peut légitimement penser que bon nombre de pays d'Afrique subsaharienne souhaiteraient être victimes d'une « crise financière ».

<sup>vi</sup> « Growth is Good for the Poor », *Journal of Economic Growth* (2002), « Trade, Growth and Poverty », *The Economic Journal* (2004).